



LE
BOLCHEVISME
ET LA
PLOUTOCRATIE
Anglo-Juive



NOUVELLES ÉTUDES FRANÇAISES
PARIS

BOLCHEVISME
ET PLOUTOCRATIE
ANGLO-SAXONNE



Bolchevisme et ploutocratie anglo-saxonne

QUELQUES MOTS EN GUISE DE PRÉFACE.

Cette brochure n'est pas signée. L'auteur aurait pu la signer. Il préfère un simple point d'interrogation. Son travail est œuvre de bonne foi, sans ostentation et sans esprit de réclame. Les gens qui « savent » reconnaîtront aisément un vieux routier de la politique, initié à tous les détours du sérail. Ce sera un vrai plaisir d'amateur de chercher qui, parmi les hommes hier mêlés aux organisations et à la vie politique active, a bien pu être au courant des singuliers secrets qu'on dévoile dans les pages prochaines. Un peu de mystère ne messied point à la vérité.

L'ENCERCLEMENT DE L'ALLEMAGNE.

Comme antifasciste d'hier, nous confessons que l'Allemagne a été en butte à des tentatives systématiques d'encerclement. Le procédé conduisait à la guerre; il aurait été enfantin de supposer que l'Allemagne se laisserait étrangler sans se battre. Et le caractère inéluctable d'un conflit sanglant, conséquence d'un état d'esprit inexcusable chez nombre d'antifascistes, heurtait notre conception du pacifisme. Nous avons cessé de suivre la bannière rouge quand on nous a révélé que ses plis celaient une criminelle combinaison politique.

Il y a là des paroles assez faciles à dire, et qui ne convaincront personne. Mais les faits qui les appuient sont un tantinet plus sensationnels, et feront se frotter les yeux à plus d'un militant — qui nous connaît peut-être.

Exprimons tout de suite notre méfiance pour les affirmations trop entières et sans nuances. La vie réelle est infiniment plus complexe que les doctrines et les théories le font supposer. Nous ne sommes ni antijuif, ni antimacon, ni anti-quelque chose à priori, sans raisons palpables; tel ce saint connu de tous, nous voulons voir, pour croire... Nous aurions dû signer « Thomas » !

Pour appliquer notre esprit critique, disons que l'encerclement de l'Allemagne n'est pas une pétition de principe, une affirmation sans preuves d'où va, ici, sortir une foule de conséquences. Au contraire, la volonté d'encerclement a été, à nos yeux non prévenus — ou plutôt prévenus contre la démonstration — démontrée de façon certaine et irréfutable; de même que la volonté de guerre contre l'Allemagne. Tranchons le mot : des amis, dans un moment d'expansion étourdissante, nous ont « mangé le morceau »; ils ont, si vous préférez cette expression aristocratique, « mis les pieds dans le plat »! Et ceux-là étaient parmi les cuisiniers du banquet infernal qu'on nous préparait!

UNE PRODIGIEUSE ET CYNIQUE ALLIANCE.

Commençons par le commencement. En 1929, un communiste français imaginait un plan quasi-génial. Il voulait susciter une organisation mondiale et un mouvement de masse pour appuyer la politique de la Société des Nations, laquelle — comme on sait — était inspirée par l'Angleterre. Il estimait que la Société des Nations prendrait alors assez de force pour grouper autour d'elle toutes les soi-disant démocraties. Et alors, pensait-il, la paix serait assurée par l'organisation de la sécurité collective.

Son calcul ne fut pas approuvé par le Komintern, qui avait, on peut le croire, d'autres idées. Mais, le projet fut classé; et plus tard, lorsque l'U.R.S.S. vit se dresser devant elle l'Allemagne de Hitler, certains se souvinrent et méditèrent : « Si le mouvement de masse réussit, les puissances démocratiques auront réalisé l'encerclement de l'Allemagne, qui ne se résignera pas à abdiquer. Ce sera la guerre. La guerre, c'est-à-dire l'épuisement des peuples, le fumier où germent tous les mécontentements, la meilleure préparation à la révolution mondiale, que nous, U.R.S.S., nous pourrions susciter à l'heure H — surtout si nous demeurons hors du conflit. »

Nous ne parlons et n'imaginons pas à la légère, ainsi qu'on va le voir plus tard.

Une première tentative de réalisation eut lieu. Elle échoua.

C'est alors qu'en 1935, un agent du Komintern en France, jeune, remarquablement doué, audacieux et habile, reprit tout à pied d'œuvre; et réussit, au delà de tout espoir, grâce à un concours de circonstances. Il parvint à réaliser une extraordinaire alliance, allant depuis les syndicats soviétiques, représentés par Chvernik, jusqu'à Lord Robert Cecil, ancien ministre

britannique de la guerre 1914-18, en passant par les pacifistes anarchisants, nos saints évêques et le Comité des Forges; le tout appuyé par nombre de francs-maçons, de juifs et de financiers. C'était une joyeuse aventure, digne des contes de fées.

On publiait, ces jours-ci, 24 juillet, un entrefilet relatif à l'archevêque de Canterbury : — « La presse du diocèse de Canterbury publie aujourd'hui un article du primat de l'Église anglicane. L'archevêque écrit textuellement : Nous devons accorder toute l'aide possible aux bolcheviks qui combattent pour imposer à leurs adversaires une conception politique et sociale ayant une valeur morale. » Le digne homme a signé en 1935 une déclaration en faveur de l'organisation imaginée par le Komintern. La déclaration fut obtenue par démarche d'un des secrétaires, présenté à l'archevêque, en son somptueux palais, par un ancien député travailliste, le Lt.-Commander Young. L'archevêque est, en effet, un vieux démocrate : selon *Paris-Midi* du 11 juillet 1937, le Très Révérend prince de l'Église, fit, en 1931, une croisière en Méditerranée à bord du yacht mis à sa disposition par le magnat milliardaire américain J. P. Morgan !

Prodigieux ensemble de compromissions, en général dissimulées avec soin au public !

Et l'on peut croire que l'alliance antifasciste, couverte du nom de « Rassemblement Universel pour la Paix », eût, avec un tel patronage, un développement sérieux. Réunions, tracts, conférences, brochures, meetings se succédaient à un rythme fiévreux. Et non pas de petites manifestations : dès août 1936, le meeting de Saint-Cloud, où le Président Léon Blum prit la parole, avec orchestre communiste (des canons, des avions pour l'Espagne !), groupait plus de 500.000 personnes. Il serait vain de nier l'importance des répercussions qu'un mouvement aussi vaste a pu avoir sur l'opinion et sur l'orientation politique.

LA NAISSANCE DU MONSTRE.

Le Rassemblement Universel pour la Paix, ou R.U.P., comme on disait couramment, est né au siège du Comité National contre la Guerre et le Fascisme, 237, rue Lafayette, Paris. Barbusse venait de décéder à Moscou, et son coadjuteur bolchevik, Louis Dolivet, qui dirigeait en fait l'hebdomadaire *Monde*, était rentré d'U.R.S.S. avec les instructions nécessaires.

Notons que Louis Dolivet s'appelait en réalité Udéanu et

qu'il était d'origine roumaine. Il n'était pas encore français; mais il fut naturalisé en 1936 par la grâce d'un membre du Conseil de l'Ordre du Grand-Orient de France, Laurent, dont le fils était rédacteur à l'*Humanité* sous le pseudonyme de P.-L. Darnar. On dit que la qualité de français lui a été retirée depuis juin 1940. Il a pourtant été, selon les principes communistes un excellent soldat, mobilisé dans l'armée française et d'ailleurs installé près de Paris dans un camp d'aviation....

L'agent bolchevik s'adjoignit, pour se couvrir, un petit radical sans importance, qui reçut comme eau bénite les déclarations pacifistes du malin Dolivet, et qui eut la candeur d'introduire celui-ci auprès d'amis fort utiles : l'ancien député de Paris, Lucien Le Foyer, président du Conseil National de la Paix et grand-maître d'honneur de la Grande Loge de France; J. Prudhommeaux, secrétaire général de l'Association Française pour la S.D.N., ami et confident du Professeur Th. Ruysen le *deus ex machina* des associations pour la Société des Nations à Genève. Louis Dolivet fit son premier voyage officiel à Londres, pour le Rassemblement Universel pour la Paix, avec l'introduction de Le Foyer et de Prudhommeaux. Il s'agissait de toucher la puissante et riche League of Nations Union, et de décider son chef, Lord Robert Cecil, à patronner l'alliance protéiforme. La prétention n'était pas mince. Pourtant, l'étonnant Dolivet emporta la place. Mais sur quel terrain se fit l'entente du vieux roublard anglais et du jeune combinard bolchevik?

Officiellement, le Rassemblement Universel pour la Paix prit naissance à Genève et un communiqué aux agences annonça partout que les grands pacifistes réunis en cette Mecque anglo-saxonne avaient eu soudain une idée miraculeuse. Naturellement, Lord Cecil était déjà désigné aux futurs fidèles comme le prophète, et, derrière lui, s'esquissait la silhouette un peu mince et équivoque de Pierre Cot, futur ministre de l'Air, « client » des bolcheviks. C'était de la frime. Il s'agissait de cacher l'origine exacte du R.U.P. qui, malheureusement pour la combinaison anglo-russe, est fixée par un article du très qualifié Prudhommeaux dans « La Paix par le Droit » de janvier 1936. On a dindonné les croyants; on s'est moqué du public.

Il est à noter, en tous cas, qu'on trouve en cette histoire, dès l'origine, le Komintern, les Conservateurs anglais représentés par Lord Cecil, et les Radicaux français représentés par Pierre Cot. L'initiative revient, sans conteste, aux bolcheviks; le développement revient aux Anglais; et, comme il va de soi, les Français se révèlent excellents suiveurs!

QUELQUES DESSOUS DE L'ENTENTE BOLCHEVICO-BRITANNIQUE.

Naturellement, on dira que Lord Cecil n'est pas le Gouvernement de Sa Majesté, et que Pierre Cot est encore moins. Pour Chvernik, il serait un peu plus difficile de le distinguer du Komintern et du Gouvernement de l'U.R.S.S.

Pierre Cot, certes, n'a là d'importance que comme symbole. Il lui manquait un mandat de Parti Radical, tout comme à Salomon Grumbach, le député S.F.I.O., juif et anti-hitlérien forcené, un mandat du Parti Socialiste. Mais, Grumbach devint membre de la Commission des Affaires Étrangères, et Pierre Cot devint ministre de l'Air. Si ce n'était pas quelqu'un, c'était déjà quelque chose. Cot était lié bien avant avec les bolcheviks. Il était président du Groupe Interparlementaire, caricature communiste de l'Union Interparlementaire, depuis 1934. Quant à Grumbach, il reçut un appui (sous quelle forme?) du Komintern aux élections de 1936, qui le firent entrer à nouveau au Parlement.

Malgré tout, le pivot est Lord Cecil, l'organisateur du célèbre Peace Ballot, l'ancien ministre britannique, le vieillard retors et tenace, initié à tous les détours du pouvoir et à tous les recoins obscurs de la S.D.N. Or, Lord Cecil ne cacha point, quand il accepta de prendre la présidence — avec Pierre Cot, mais celui-ci lui cédait toute l'initiative — du R.U.P., que le chef de la League of Nations Union ne pouvait pas accomplir un geste de conséquences internationales aussi grandes sans « mettre au courant » le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

« Mettre au courant »? Doit-on oublier que, à la famille des Cecil se rattachent les Salisbury? Et n'est-ce pas le marquis de Salisbury (1830-1903) qui, en 1895, prit comme ministre des Colonies Chamberlain? Pendant les deux ministères Salisbury-Chamberlain se perpétua ce crime qu'on appelle guerre des Boers, voulue par les hommes de main des Rothschild pour assurer à ceux-ci un excellent moyen de dominer le marché de l'or. L'assujettissement de la bande politicienne aux Rothschild est claire, lorsqu'on sait qu'en février 1898 des pourparlers secrets entre le Gouvernement de Guillaume II et le Gouvernement Britannique eurent lieu chez le baron Alfred de Rothschild, associé de N.M. Rothschild & Sons (Comte Corti, Maison Rothschild, t. 2, p. 439).

Lord Cecil, quand fut posée la question financière concernant le R.U.P., se montra assez évasif au sujet de l'appui de

la League of Nations Union; il préférait visiblement que les fonds eussent une source moins soumise à contrôle et plus personnelle. Le grand seigneur conservateur laissa entendre qu'un appui important pourrait être fourni, pourvu qu'on lui laissât les mains libres et que de vilains indiscrets ne demandassent point l'origine de la bonne « galette ».... Et, avec son sourire fin, il évoqua discrètement le souvenir des appuis qu'en d'autres circonstances il avait reçu d'*amis américains riches-simes*....

En fait, les premiers fonds furent trouvés à Paris. Cela ne signifie pas, d'ailleurs, que l'origine des fonds fût française. Selon un état sommaire des dépenses et recettes au 17 mars 1936, qui nous est tombé entre les mains, les dépenses visibles se sont montées à 45.631 fr. 10. Là-dessus, le Comité pour la Paix a versé 10.000 francs. Ce Comité pour la Paix était un organisme officieux du Grand-Orient de France, et il était présidé par Laurent, membre du Conseil de l'Ordre, dont il a été parlé plus haut. Pierre Cot figurait pour 1.000 fr. et Olaf Aschberg pour 2.000 fr. L'agent bolchevick Dolivet avait souvent recours à Aschberg quand il était embarrassé.

Quel était, au fait, ce Aschberg? On en a parlé, récemment, comme d'un « banquier » mystérieux du Komintern. Pas si mystérieux; et ne s'y laissaient prendre que ceux qui voulaient bien; vraiment banquier, au surplus. Aschberg, initiateur de la Banque de Commerce Russe en 1922, avait dès avant cette époque rendu d'importants services aux Soviets pour les virements de fonds et les transferts d'or, soit par la Nya Bank, soit par la Svenska Ekonomi A.B., de Stockholm. La presse financière de l'époque a publié maints détails, et, entre autres, que, lors de son voyage en U.R.S.S., le banquier juif Max May, ancien vice-président de la *Guarantee Trust Co of New-York*, était piloté par Olaf Aschberg, qui — écrit textuellement un grand organe financier — « ami de la première heure du Gouvernement des Soviets, sert tout ensemble de mentor, de guide et d'impresario à ses associés américains » (Information, 29 novembre 1922).

Au Secrétariat International, dont certains comptes nous sont également tombés entre les mains, si l'on se fie à un bilan au 16 juillet 1936, la majeure partie des recettes provient de l'Angleterre, qui avait versé 11.271 francs suisses, alors que l'U.R.S.S. avait versé 2.024,60 francs suisses; et les autres pays pratiquement rien, puisque le total des recettes était de 14.020,60 francs suisses.

Nous n'avons pas d'autres comptes; mais ceux-ci apportent une clarté parfaite sur la réalité de l'alliance entre les bolcheviks et les Anglo-Saxons. Ce sont eux qui ont machiné et lancé le R.U.P., avec la collaboration de francs-maçons français et de financiers juifs ou judaïsants américains.

LES PREMIERS GESTES ET PERSONNALITÉS DU COMLOT.

Nous avons sous les yeux la première et la seconde brochure éditées par le R.U.P. en France. Elles sont significatives.

La première, de pauvre apparence, a sa couverture illustrée de trois portraits : Pierre Cot, Lord Cecil et Léon Jouhaux; et de quelques signatures : William Elva, archevêque d'York; Lord Cecil; Yvon Delbos; Salomon Grumbach; J. Racamond; Henri Rolin; Émile Borel et Camille Planche. Le texte paraît un peu truqué, suivant l'usage bolchevik, et tous les textes, visiblement, ne sont pas destinés au R.U.P., qui a usé de « la foire d'empoigne ». On n'y relève guère, comme « papiers sérieux », élaborés pour l'alliance bolchevico-britannique, que les textes signés : Lord Cecil, Léon Jouhaux, l'archevêque d'York, le général Pouderoux, Th. Ruyssen, Salomon Grumbach; Henri Rolin, sénateur de Belgique; Émile Borel; Philip Noël Baker, ancien député travailliste, fidèle secrétaire de Lord Cecil; Henri van Etten, secrétaire général de la Société Religieuse des Amis (Quakers); Lucien Le Foyer; et enfin Pierre Cot.

La seconde brochure est luxueuse; le Pactole a versé quelques flots. On y trouve des portraits sur papier somptueux : Édouard Benès, président de la République tchécoslovaque; Édouard Herriot, ancien président du Conseil; Manuel Azaña, président du Conseil d'Espagne; le juif Victor Basch, président de la Ligue des Droits de l'Homme; Julio Alvarez del Vayo, ancien président de la Commission d'Enquête sur le Chaco, et futur ministre rouge d'Espagne; Salvador de Madariaga, une des illustrations de la S.D.N. Fort habilement, Anglais et Russes passent la main et se dissimulent dans la coulisse. Les textes sont encore truqués, mais moins que dans la première brochure; on a pu dès lors s'assurer des concours réels. Voici les signatures qui semblent sérieuses : Édouard Herriot (avec des restrictions); J. Pope, sénateur américain (pas mal restrictif aussi); Louis de Brouckère; Camille Huysmans, député du Parti Ouvrier Belge; René Maublanc; le major Attlee, leader du Parti Travailliste Anglais; Philip Noël Baker;

Adolph Keller, de l'Office Central d'Entr'aide des Églises (assez restrictif); le pasteur J. Jézéquel, de l'Alliance Universelle pour l'Amitié Internationale par les Églises (qui « marche » des deux mains); Rabindranath Tagore; Friedrich Stampfer, ancien rédacteur en chef du « Vorwaerts » (ça, c'est le bout de l'oreille) : « En Allemagne, dit-il, la vérité est aujourd'hui illégale » (nous allons comprendre tout à l'heure); J.-W. Albarda, président du Groupe Socialiste Parlementaire des Pays-Bas; Docteur van Embden, sénateur du Parti Libéral Démocrate des Pays-Bas; P.-M. Wibaut, ancien président du Parti Socialiste Hollandais; Manuel Azaña; Salvador de Madariaga (truqué, celui-ci); Alvarez del Vayo (pas truqué, l'homme est aux ordres du Komintern); Heinrich Mann (ce n'est plus le bout de l'oreille, c'est une déclaration de guerre; nous allons en reparler); Roger Baldwin, président de la Ligue des Droits de l'Homme, États-Unis; Renaud de Jouvenel; Docteur L. Sychrava, président de la C.I.A.M.A.C. (particulièrement affirmatif; c'est un Tchèque, et l'on sait que le Komintern avait beaucoup travaillé Prague); Mme C. Malaterre-Sellier, déléguée française à la S.D.N. (très affirmative); J. Hadamard, membre de l'Institut.

Suivait un Appel pour le Congrès qui devait avoir lieu en septembre 1936. Il était signé, pour le Bureau Parisien, de : Pierre Cot; René Cassin; Léon Jouhaux; J. Prudhommeaux; H. van Etten; J. Racamond; Lucien Le Foyer; Salomon Grumbach; Camille Planche; le pasteur Jézéquel; Raoul Aubaud, député, secrétaire du Parti Radical; Marc Sangnier; Victor Basch; le professeur Rivet; le professeur Langevin; Marcel Cachin, Mme C. Malaterre-Sellier; Francis Jourdain, président du Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme, homme du Komintern; et le général Pouderoux.

On est, de toute évidence, en face d'un effort considérable; sans doute un peu « soufflé » au début; mais *l'intention de développer un immense mouvement de masse est claire.*

Dans quel but? On peut commencer à se le demander. La réponse est entrevue dans la déclaration de l'émigré allemand Heinrich Mann :

— « Tout mouvement en faveur de la Paix doit compter avec le fait qu'il y a des pays dominés par les *ennemis* (souligné dans le texte) de la Paix. Rien ne serait plus nuisible pour la Paix que de fermer les yeux devant ce fait. Les tentatives de s'entendre avec Hitler conduisent à la guerre. La seule Paix véritable, la Paix collective, n'est possible qu'après la disparition des dictatures. Et puisque, par aucun moyen on ne peut

transformer ces ennemis de la Paix en amis, on devrait appuyer tous ceux qui veulent les renverser. »

Il y a là une sorte de délire, et l'on s'étonne que le texte de Heinrich Mann n'ait pas frappé davantage les premiers adhérents du R.U.P. Quelques pacifistes, cependant, et entre autres Félicien Challaye, président de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix, ont protesté dès le début et accusé le R.U.P. — dont ils étaient pourtant loin de deviner les dessous — d'être un rassemblement pour la guerre. Les paroles de Heinrich confirment le jugement du professeur Félicien Challaye : c'est un appel à la guerre contre l'Allemagne; guerre voulue de façon délibérée et sans aucun geste préalable de conciliation.

LES PREUVES.

Bien entendu, les dirigeants de l'alliance bolchevico-britannique dissimulèrent du mieux qu'ils purent leurs intentions derrière des déclarations solennelles et grandiloquentes : la Paix! la Paix!! la Paix!!!

Ceci nous rappelle un certain passage du mécréant Anatole France, qui ne croyait à rien, pas même aux grands mots : — « Voulons apaisement, ferons apaisement quand serons seuls maîtres. Est louable faire pacifiquement guerre. Criez : Paix! paix! et assommez. Voilà qui est chrétien. Paix! paix! cet homme est mort! Paix! paix! j'en ai crevé trois. L'intention estoit pacifique et serez jugés sur vos intentions. Allez, dites : Apaisement! et tapez dur. »

Malgré les discours et les tracts, les preuves apparaissaient pourtant peu à peu aux yeux même prévenus, pourvu qu'ils ne fussent pas par trop fanatisés.

D'abord, la collaboration permanente entre le R.U.P. et les émigrés antihitlériens allemands : l'ancien président du Conseil Allemand Breitscheidt avait un bureau au siège; c'est lui qui se rendit, délégué par le R.U.P., à Zurich, pour fonder le Comité Suisse. Les agents russes lui versaient des fonds pour la propagande antihitlérienne parmi les émigrés. Mais — et c'est là que perce l'hypocrisie — les dirigeants du R.U.P. ne voulurent jamais admettre les émigrés antihitlériens allemands au Congrès de 1936 (du moins officiellement), parce que, disaient-ils, il serait alors impossible d'éviter d'admettre également les organisations pacifistes d'Allemagne et d'Italie.

Il se produisit d'ailleurs deux incidents caractéristiques. Une organisation pacifiste allemande notable écrivit, au début

de 1936, au Secrétariat du R.U.P. à Paris, pour demander les conditions d'admission au Congrès. *Le secrétaire chargé des relations extérieures, Louis Dolivet, qui était l'agent bolchevik fit répondre officiellement de telle façon et en tels termes que l'organisation allemande ne pouvait pas accepter les conditions posées; pas plus qu'aucune organisation d'aucun autre pays.*

Est-ce que, par exemple, les organisations suisses auraient pu accepter, pour venir au Congrès, d'assurer que leur Gouvernement laisserait le R.U.P. développer toute propagande qu'il jugerait bonne en Suisse; alors que le Congrès, qui devait avoir lieu à Genève, fut obligé de se réunir à Bruxelles par suite des difficultés que créa le Gouvernement de la République helvétique? Pourtant, les organisations suisses furent vivement sollicitées par le R.U.P.; alors qu'au contraire les dirigeants bolchevico-britanniques du R.U.P. s'arrangeaient pour écarter les organisations allemandes!

Quelque temps après le premier incident, un autre eut lieu. Le Secrétariat International du R.U.P., à Genève, reçut une lettre d'une organisation pacifiste italienne demandant, elle aussi, les conditions d'admission au Congrès. La lettre fut renvoyée au Comité de Propagande, à Paris, qui comprenait : Philip Noël Baker; Louis Dolivet; le juif Robert Lange; et Émile Acker, secrétaire du Comité Belge. La réponse fut la même que celle qui avait été faite à la demande allemande.

Ainsi, la volonté de refuser toute conversation loyale avec l'Allemagne et avec l'Italie est claire et incontestable.

Elle était bien dans l'esprit des dirigeants de l'alliance bolchevico-britannique, qui avaient admis, dès leurs premiers pas, la déclaration incendiaire de Heinrich Mann, qu'on a lue plus haut.

OÙ M. BRITLING COMMENCE À VOIR CLAIR.

Au surplus, le machiavélisme anglo-bolchevik ne se développa point sans éveiller des suspicions. Nous avons déjà cité le Professeur Challaye.

La chance nous a fait retrouver, en cherchant dans la presse à l'époque du premier Congrès, septembre 1936, une lettre adressée par un des secrétaires du R.U.P., Louis Launay, au journal belge « Le Rouge et le Noir », de Bruxelles. Ce secrétaire démissionnait avec fracas, à la veille du Congrès, et accusait publiquement les dirigeants :

— « Moscou croit, à tort ou à raison, à la guerre avec

l'Allemagne. Depuis la naissance de cette conviction, les Soviets arment et cherchent des appuis militaires. Or, ils savent qu'aucune guerre n'est possible sans un fort mouvement d'unité nationale. De là, l'évolution accentuée des communistes prêchant aujourd'hui par la voix de Thorez le Front français... Il est aisé de comprendre la place du Rassemblement Universel pour la Paix sur l'échiquier. S'il reste dans les formules vagues — et il y restera : l'appel fait aux vieilles vaisselles ébréchées de la politique en est un gage — le R.U.P. devient un admirable instrument de propagande pour la politique de Moscou... On observe que l'Allemagne et l'Italie ne sont pas représentées, en fait, au Congrès. Aucune tentative n'a été effectuée pour qu'elles le soient. Elles sont fascistes. Elles ne veulent pas — du moins leurs dirigeants — accepter les Quatre Points. *C'est bien ce qu'on a prévu* (souligné dans le texte). L'Allemagne et l'Italie sembleront tout naturellement se tenir en dehors, s'opposer à l'organisation de la paix. Et pour parvenir au Front français et à tout autre front de guerre, il faut que les peuples soient persuadés que l'Allemagne ne veut point la paix, prépare et veut la guerre. On a compris... Ceci ressemble étrangement aux manœuvres nationalistes d'avant 1914, si fructueuses en armements ! »

Il est regrettable que le secrétaire démissionnaire n'ait pas fait d'autres révélations et qu'il se soit contenté de se retirer de la lutte ; mais le peu qu'il a publié suffit à confirmer entièrement les preuves que nous avons données.

LA VOIX DERRIÈRE LE FAUX « PACIFISME ».

Nous attachons une grande importance à l'aventure du Rassemblement Universel pour la Paix parce qu'on y touche du doigt, mieux qu'en aucune autre à notre connaissance, la collusion des soi-disant « pacifistes » de la Société des Nations avec l'Angleterre et l'U.R.S.S., évidemment, mais aussi avec les financiers et avec les Juifs — ce qui est souvent même et identique chose !

Si l'on prend la composition du Comité Français fin 1936, on y trouve, en particulier, Joseph Barthélémy, membre de l'Institut, ancien délégué de la France à la S.D.N., ancien député. Or, Joseph Barthélémy était notoirement lié au fameux Comité des Forges, c'est-à-dire aux marchands de canons ! Il était lié également aux Juifs, puisque sa fille a épousé Marcel Laurent-Atthalin, fils du baron Laurent-Atthalin, de la Banque de Paris et des Pays-Bas ! Sa présence au R.U.P. souleva des

protestations, tant ses attaches étaient visibles et cyniques, et il dut démissionner en 1937. Il est devenu depuis président de la Commission de la Constitution, à Vichy...

Mais, si quelques délégués français avaient encore la peau assez sensible à ces piquûres, la vérité leur échappait souvent; et, d'autre part, les délégués anglais et les délégués américains avaient, eux, beaucoup plus d'entraînement.

Nous avons en mains un numéro du 4 juillet 1937 du Manchester and Salford Peace Week. Le verso de la couverture est consacré à la League of Nations Union, Manchester District. Le président du Manchester District est Sir Arthur A. Haworth, Bart.

Ce baronnet est tout simplement un des administrateurs de la Midland Bank Ltd., une des cinq grandes (Big Fives) banques de la City!...et, au Conseil d'administration de la Midland Bank, on trouve Sir Albert G. Stern, de la maison de banque Stern Brothers, à Londres : on sait que les Stern sont des Juifs, dont la famille est représentée en France, et apparentée aux *Rothschild*.

Il est donc peu surprenant, pour qui connaît ces faits, et bien d'autres, que le président la League of Nations Union, Lord Robert Cecil, ait eu l'appui des financiers et des Juifs, d'Angleterre et des Etats-Unis.

Les Juifs, leur main s'étend ouvertement sur l'alliance anglo-bolchevik. Dans le numéro cité, la première page est consacrée à une Peace Week (semaine de la paix) à Manchester et Salford. On voit, à cette occasion, que la manifestation, faite expressément en faveur du R.U.P. (en anglais, International Peace Campaign), était organisée par un Comité comprenant, notamment, les Synagogues juives et le Manchester and Salford Council of Jews. Le président (chairman) du Comité était Leonard F. Behrens, juif. *Les Behrens, de Manchester, sont alliés directement aux Rothschild :*

Charlotte Louisa Adela Avelina de Rothschild, née le 3 avril 1873, a épousé le 4 octobre 1899, le major Clive Behrens (décédé en 1935), fils du défunt Edward Behrens, de Manchester.

MANIFESTATIONS, MANIFESTANTS ET MARIONNETTES.

Pour qu'il ne subsiste aucun doute, prenons maintenant une grande manifestation en France.

Il s'agit de l'Exposition Internationale de 1937. Le 9 juillet, était inaugurée solennellement la « colonne de la Paix » (sic),

abominable chandelle verte qui déshonorait, au simple point de vue artistique, la place du Trocadéro. Les journaux en parlent dans des communiqués visiblement « inspirés ».

L'Intransigeant du 9 juillet annonçait : — « Vendredi 9 juillet a lieu l'inauguration du Pavillon de la Paix, qui se trouve élevé en hémicycle autour de la colonne verte qui est érigée sur la place du Trocadéro. Des allocutions doivent être prononcées par différentes personnalités politiques et aussi par le Doyen de l'église de Saint-Paul de Londres; par M. Louis de Brouckère, président de l'Internationale Ouvrière Socialiste; par Lord Cecil, Lady Gladstone; enfin par la duchesse d'Atholl. »

Paris-soir du 10 juillet écrivait — avec un petit retard, semble-t-il : — « Ce soir, enfin, à 18 heures, se déroule sur la place du Trocadéro, à l'occasion de l'inauguration du Pavillon et de la colonne de la Paix, une importante cérémonie au cours de laquelle les principaux Français et étrangers du Rassemblement Universel pour la Paix, qui groupe 400 millions d'adhérents (sic) à travers le monde, prendront la parole. M. Pierre Cot annoncera l'ouverture de la manifestation, et tout de suite après lui, MM. Léon Blum, Avenol, Lord Cecil, Henri Rolin, Edouard Herriot, prendront la parole. »

On constate que l'affaire ne manquait pas d'ampleur. Le Front Populaire était encore dans tout son rayonnement victorieux, et les noms de Léon Blum, d'Edouard Herriot, sans parler de Pierre Cot, étaient significatifs.

Le nom de Lady Gladstone ne l'est pas moins, mais dans un tout autre sens. Lady Gladstone faisait partie de la League of Nations Union, où elle représentait l'élément ultra-conservateur, ménagé avec soin par Lord Cecil. Quelle prêt la parole pour une manifestation de l'alliance anglo-bolchevik est plein de sens.

Les Gladstone sont, depuis « belle lurette » en relations étroites avec les Rothschild. C'est Gladstone — la célébrité de la famille — qui, chef du Gouvernement britannique, fit élever Nathaniel de Rothschild à la pairie. On apprécie toute l'importance du fait, quand on lit dans l'historien Corti :

— « La reine Victoria, qui s'était jusqu'alors montrée fort distante à l'égard des Rothschild, changea d'attitude, et Ferdinand Rothschild, gendre de Lionel, eut, le 14 mai 1890, l'honneur de recevoir la reine d'Angleterre sous son toit. » (op. cit., t. 8, p. 438).

Un Gladstone, Albert Charles, est administrateur de la Banque Ottomane, un des fiefs des Rothschild.

Enfin, fait en apparence moins « voyant », mais qui a une portée profonde, rappelons que l'illustre Gladstone fit, en 1869,

d'un de ses amis intimes (son conseiller financier), George Carr Glyn, le baron Wolverton. Ce baron Wolverton, premier du nom, était marié à une fille d'un Grenfell, de la maison de la banque *Morgan Grenfell & Co.*, de Londres, branche anglaise du groupe américain *J. P. Morgan*, connu de tous.

Comme on se retrouve toujours entre les mêmes ! N'a-t-on pas vu, dans les pages précédentes, que le magnat *J. P. Morgan* prêtait volontiers son yacht à l'archevêque de Canterbury, l'un des premiers signataires du R.U.P. et fidèle soutien, actuellement, de l'aide britannique à l'U.R.S.S. ! Les Américains de finance, juifs ou non, sont moins absents qu'on ne croit de la politique mondiale.

Les agents bolcheviks — l'un d'entre eux surtout — ne se sont-ils pas flattés de « toucher » le Président Roosevelt par Mrs. Roosevelt, et de circonvenir celle-ci lors, justement, de l'Exposition Internationale 1937 ?

UNITED STATES OF AMERICA.

Les Etats-Unis s'étaient, de prime abord, montrés plutôt réfractaires, disons mieux : indifférents, à la combinaison anglo-bolcheviste.

Lord Cecil avait lui-même expliqué aux Français du R.U.P. qu'il fallait, avant de tenter d'aborder les Yankees, que le mouvement eût l'apparence d'une adhésion européenne — à l'exclusion, bien entendu, des Etats totalitaires, qui étaient « raca » — ; et, surtout, qu'il fallait que la Grande-Bretagne marchât.

On a vu que la Grande-Bretagne marchait comme un seul juif. Et Lord Cecil, certes, s'était préoccupé des bienfaisants commanditaires d'Outre-Atlantique. Toutefois, une expédition du général Pouderoux, un des « héros » du Front Populaire, au surplus franc-maçon du Grand-Orient de France, avait plutôt mal réussi aux Etats-Unis : le général est un piètre orateur, fort peu manœuvrier, et, d'autre part, les communistes américains montrèrent un peu trop leur accord. Bref, ce n'était pas cela.

Il fallut de l'astuce, de la patience et des circonstances heureuses pour aboutir.

Avec l'hypocrisie coutumière, on « revit » les principes, les fameux « Quatre Points », à l'usage des Américains, peu férus de la Société des Nations. On fit, pour eux, juste l'inverse de ce qui fut fait pour les Etats totalitaires : quelles que fussent les réserves,

c'était parfait, pourvu que les délégués vinssent aux Congrès.

L'année 1938, qui fut le dernier « exercice » actif du Rassemblement Universel pour la Paix — vit donc de singulières coïncidences.

Dans le même numéro, l'*Œuvre* du 22 juillet 1938 (un an, presque jour pour jour, après l'inauguration de la « chandelle verte ») publiait, d'une part, en première page : « George VI chez Louis XIV »; d'autre part, plus modestement et en coulisse: « Conférence universelle contre le bombardement des villes ouvertes, organisée par le R.U.P. — Une délégation de plus de 300 représentants d'Angleterre et des Etats-Unis est arrivée ». On notait, pour les Etats-Unis, Th. Dreiser et Mgr Oldham, évêque d'Albany, New-York.

Ce n'est pas mal; mais le numéro du 25 juillet est encore plus symbolique. Première page : « MM. Camille Chautemps et Georges Bonnet exaltent la collaboration franco-britannique ». Camille Chautemps, vice-président du Cabinet Daladier; Georges Bonnet, ministre des Affaires Etrangères... Même page : « M. Morgenthau fait d'intéressantes déclarations : l'accord tripartite ne sera pas discuté ». Morgenthau, secrétaire d'Etat aux Finances américaine, l'un des fidèles de l'équipe Roosevelt. Page quatre : « La Conférence internationale pour la Paix, organisée par le R.U.P. ».

Dans la dernière séance de ce Congrès, où Mgr Oldham, évêque d'Albany, New-York, prit la parole, le président Pierre Cot lit des télégrammes de Benès, de Tchang Kai Chek, de Negrin et du général Miaja.

Les États-Unis se « dégelaient »; la solidarité anglo-saxonne commençait à jouer, au profit de la manœuvre anglo-bolchevik.

LA PUISSANCE JUIVE.

Mais, était-ce bien la solidarité anglo-saxonne; ou n'était-ce pas plutôt la solidarité juive qui se manifestait sous une de ses formes?

Car, il serait enfantin — parce qu'on parle ici beaucoup du Rassemblement Universel pour la Paix à titre d'exemple magistral et éblouissant — de penser qu'on désigne le R.U.P., organisation de surface et de couverture, simple instrument, comme l'une des pièces maîtresses du jeu politique mondial!

Derrière le R.U.P., derrière maintes autres combinaisons, il y avait le Komintern, dans une certaine mesure l'Eglise catholique, sans aucun doute l'industrie lourde; mais aussi, et surtout, la haute finance juive.

Nous avons écrit que nous ne sommes pas épris de mystique, et que nous ne croyons que « sur pièces », comme un notaire ou un juge. Nous nous en voudrions d'accuser la puissance juive sans apporter des preuves de son existence et de sa subordination aux financiers de la race élue.

La puissance juive, il suffit, pour en avoir le sentiment profond, de puiser aux sources juives mêmes : parcourez la *Jewish Encyclopedia*, et si vous n'êtes pas frappé du nombre de financiers qui figurent dans cette Encyclopédie juive, de leur importance dans l'existence politique des différents pays, et de leur cosmopolitisme égal à leur esprit de race ; si vous ne comprenez pas, alors il vaut mieux renoncer à comprendre !

Ce qui frappe le plus, en cette œuvre monumentale, écrite exclusivement par des juifs pour des juifs, c'est l'orgueil évident avec lequel les juifs font ressortir leur génie financier. On ne trouve rien d'analogue en aucun autre milieu.

Nous avons entre les mains un fort curieux ouvrage, très rare, écrit, lui aussi, par des juifs pour des juifs, et qui fournit l'exemple venant illustrer la thèse que nous énonçons ci-dessus. Il s'agit de « L'Œuvre du baron Edmond de Rothschild », par David Druck.

L'auteur y parle en ces termes du baron James de Rothschild, le premier Rothschild installé en France : — « En moins d'un quart de siècle, il devint l'homme le plus riche de France. La fortune de tous les banquiers de France était estimée à 150 millions de moins que celle de Rothschild. Ceci, naturellement (sic), lui donna *une grande influence politique qui allait parfois jusqu'à renverser des gouvernements quand il le voulait*. On admet, par exemple, que c'est lui qui renversa le gouvernement de Thiers. »

Dans son Introduction, le juif Nathan Straus, écrit : — « Edmond de Rothschild est devenu un facteur primordial dans la vie du peuple juif. Et les juifs du monde entier ressentent une admiration profonde et une véritable tendresse pour cet homme qui a été à juste titre surnommé *le plus grand « Chalutz » d'Israël* dans la vieille et nouvelle Sion. »

Et l'auteur lui-même explique ainsi le renom exceptionnel de la famille Rothschild chez les juifs : — « Parce qu'elle était toujours là *pour sauvegarder les intérêts juifs et pour aider à réaliser les aspirations juives*. »

Donc, les juifs sont soumis à la domination des magnats juifs, et les magnats juifs, en particulier les plus puissants d'entre eux, les Rothschild, s'identifient volontairement avec la race juive, dont la puissance est leur propre puissance.

LE BOLCHEVISME DEVANT LA PLOUTCRA- TIE JUIVE

Il est incontestable que les dirigeants bolcheviks sont, dans une forte proportion, juifs. Mais le bolchevisme affiche une haine voyante et criarde contre la finance mondiale : c'est un des « dados » de la propagande communiste en tous pays.

Nous avons vu qu'au R.U.P., le Komintern accueillait sans sourciller, non seulement le menu fretin juif tel que Salomon Grumbach, Victor Basch, Robert Lange, et bien d'autres; mais aussi, les points de contact les plus évidents avec la haute finance juive : Joseph Barthélémy, lié aux dirigeants de la Banque de Paris et des Pays-Bas; Sir Arthur A. Haworth et Leonard F. Behrens, liés aux Rothschild; enfin, Lady Gladstone et Lord Robert Cecil, également liés aux Rothschild.

De même, les États-Unis affichaient, avant la guerre 1939-40, la plus vive hostilité contre le bolchevisme. Des enquêtes et des poursuites contre les menées communistes avaient lieu au pays de la Liberté éclairant le Monde. Mais la finance juive ne craignait nullement d'armer l'U.R.S.S., qui ne craignait pas davantage d'élaborer d'étranges affaires avec les capitalistes américains.

En novembre 1938, la *Revue Maritime* signalait l'achat, par l'U.R.S.S., de la licence des avions Seversky pour 780.000 dollars. D'autres négociations étaient menées, à la même époque, avec la Hall Aluminium Aircraft Corp., pour l'achat d'un bombardier. Environ un an auparavant, en octobre 1937, la même publication technique annonçait la construction de cuirassés aux États-Unis pour le compte de l'U.R.S.S. Il s'agissait de cuirassés de 35.000 tonnes mis en chantier par la Bethlehem Steel Corp. Et le plus beau de l'histoire, c'est qu'une société américaine, la Carp Export and Import Co., aurait été constituée pour acheter les cuirassés et leur équipement : le président de cette singulière société était Samuel Carp, beau-frère de Molotoff, le président du Conseil des Commissaires du Peuple à l'époque. L'U.R.S.S. comptait dépenser de cent à deux cents millions de dollars.

On voit donc que les mots d'ordre officiels, des deux côtés : U.R.S.S. et États-Unis, sont quelque peu bousculés par la réalité des faits; ou, plus exactement, au-dessus des principes affichés, il y a la solidarité juive et les combinaisons financières et politiques des juifs.

Quelque temps avant la guerre 1939-40, le baron Maurice de Rothschild exprimait à sa table, devant ses convives émus de « sentiments divers », l'opinion qu'il fallait transiger avec les communistes. Le témoin scandalisé qui a raconté le fait est digne d'attention : c'est le Président J. Caillaux. Au surplus, M. le sénateur Maurice de Rothschild a voté, des deux mains, la ratification du pacte franco-soviétique, de fameuse mémoire !

Sans doute, le baron Maurice de Rothschild est loin d'avoir la réputation d'une lumière. Son attitude, quoi qu'il en soit, concorde avec la politique du groupe Rothschild, dont le chef effectif de la maison de Paris, René Mayer, s'est rendu, avec le colonel Ernest Mercier, à Moscou.

En 1914-18, les meilleurs soutiens financiers des bolcheviks, le groupe Kuhn, Loeb — juif, évidemment — était en termes de concurrence d'affaires avec le groupe Rothschild, allié au groupe J.-P. Morgan. On trouve des preuves, sur lesquelles ce n'est pas le lieu d'insister, dans les documents de la Commission Nye. Depuis, la rivalité s'est effacée devant la solidarité juive. Kuhn, Loeb & Co., dont le centre est aux États-Unis, fait bloc avec le groupe mixte J.-P. Morgan et Rothschild, dont le centre est, si l'on peut dire, à la fois aux États-Unis et en Angleterre.

Si l'on tient compte des faits qui précèdent, c'est-à-dire le geste de J.-P. Morgan en faveur de l'archevêque de Canterbury, sympathisant avec les bolcheviks ; et l'attitude des Rothschild envers les bolcheviks, on constate que *les principales puissances financières juives et judaïsantes d'Angleterre et des États-Unis* (la France compte si peu !), *Rotshchild, Kuhn, Loeb, et Morgan, à la veille de la guerre 1939-40, étaient en collusion certaine avec le Komintern et l'U.R.S.S., en dépit des oppositions apparentes qui pouvaient servir à duper le public.*

EN MANIÈRE DE CONCLUSION.

Une brochure toute récente, *Le Communisme Stalinien en France*, par G. Sudeine, le dit en propres termes : « Pour vaincre la résistance des bons bougres qui, malgré tout, rechignaient à l'idée de se faire tuer pour Dantzig ou Memel, le Komintern eut une trouvaille géniale : il fonda le R.U.P., Rassemblement Universel pour la Paix, où, à longueur de journées, des orateurs stipendiés prêchaient la guerre au nom de la Paix. »

Mais il ne suffit pas de le dire ; il faut le démontrer. C'est ce que nous avons essayé de faire, et — croyons-nous — ce

que nous avons fait, d'autant plus aisément que nous avons la certitude personnelle, intime, vécue, qui manque (ce n'est pas une critique, c'est une constatation) à bien des adversaires de l'alliance bolchevico-anglo-saxonne.

Sans aucun doute, certaines affirmations que nous avançons plus haut, ont dû surprendre nos lecteurs. Nous en appelons surtout aux membres d'hier du Front Populaire et de l'anti-fascisme, dont nous faisons partie et dont nous avons partagé — jusqu'à une date — le rôle de « poire ». Qu'ils réfléchissent bien, et qu'ils examinent bien ce qui se passait autour d'eux, dans la période 1935-39 que nous évoquons. Pour peu qu'ils aient été mêlés aux organisations et aux mouvements, nous serions infiniment surpris que notre exposé — sans violence et sans parti-pris, on en conviendra — ne leur expliquât pas des choses qui étaient demeurées obscures, incompréhensibles, pour eux !

C'est la marque de la démonstration scientifique, sans grands mots, froide, logique.

Notre brochure n'a pas l'allure d'un pamphlet; ce n'est pas un travail de propagande, ni de réclame personnelle (l'histoire serait pourtant bien plus joyeuse, avec notre nom !); c'est une œuvre de vérité pure, que nous devons à notre amour de la Paix et à notre volonté d'entente entre les peuples.

XXXXX

